

## Le cas de Aba et de sa région, dans le sud-est du Nigéria

Ce document s'inspire d'un projet de recherche mené par David Okali, Janice Olawoye et Enoch Okpara de NEST (Nigerian Environmental Study/Action Team), Ibadan. Adresse : 1 Olokun Street off Awolowo Avenue, Bodija, Ibadan, Oyo State, Nigéria. Téléphone : (+234) 2 8105167, 8102644. Email : nestnig@nest.org.ng

### Introduction

Le sud-est du Nigéria est l'une des régions du pays à plus forte densité démographique : environ 25 pour cent de sa population occupent 8,5 pour cent de sa superficie totale. Près de 70 pour cent de la population habitent en milieu rural. L'habitat urbain n'existait pratiquement pas dans la région avant l'avènement de la période coloniale vers la fin du dix-neuvième siècle, qui vit le développement de plusieurs concentrations urbaines à côté des réseaux ferroviaires et routiers/fluviaux émergents. La zone d'étude se situe dans l'Etat d'Abia dont la population estimée, en 1996, était légèrement inférieure à trois millions d'habitants, pour la plupart d'ethnie Igbo, dans la zone forestière.

Les liens et interactions entre milieux rural et urbain, sous forme de mouvements de personnes, de biens, d'information et d'argent, représentent un élément de plus en plus important de la vie économique dans la région, comme presque partout ailleurs dans le monde. Ce document examine les processus qui lient la ville d'Aba, centre de commerce important au niveau de la région et du pays dans son ensemble, qui attire des migrants des quatre coins de la région et avait une population de plus de cinq cent mille habitants en 1991, deux sites peri-urbains (Akwete et Owerrinta) et trois sites ruraux (Ndi Ebe, Abiriba et Uzuakoli) situés dans un rayon de 100 km autour d'Aba.

### Production agricole, accès à la terre et accès aux marchés

L'agriculture et, dans une certaine mesure, la pêche sont les principales activités dans les sites ruraux, malgré les variations importantes entre les différents villages et entre les résidents. Grâce à la pluviométrie abondante, l'agriculture n'a pratiquement pas besoin d'irrigation et les sols sont généralement fertiles, même si l'érosion des sols est parfois constatée dans la zone. Les principales contraintes pour les paysans de la zone sont :

- **Le manque de terres**, problème particulièrement grave dans les sites peri-urbains à cause des changements de l'utilisation des sols et de la pression démographique. Dans d'autres sites, la construction, par des migrants qui ont réussi, de grandes maisons pour leur retraite a également limité la disponibilité de terres agricoles et il reste à peine quelques parcelles éloignées, souvent marginales, à cultiver ;
- **Les systèmes fonciers** : selon le système coutumier, les terres appartiennent à la «famille élargie», c'est-à-dire aux personnes ayant un ancêtre commun. Le droit coutumier coexiste avec la propriété privée acquise par l'achat et avec les droits fonciers accordés selon le décret de 1978 sur l'utilisation des sols. Dans la zone d'étude, la propriété privée prédomine dans les villages peri-urbains, tandis que le droit coutumier a cours surtout dans les villages plus lointains. Cependant, dans ce dernier cas, les agriculteurs migrants ont du mal à obtenir des droits fonciers permanents, situation que risque d'aggraver la pression démographique croissante. La sécurisation foncière de tous les groupes d'agriculteurs aurait vraisemblablement un impact positif sur l'investissement productif ;
- **L'accès physique aux marchés** : dans certains villages isolés, du fait de la faiblesse de l'infrastructure routière, seuls les grands exploitants ont les moyens de louer des tracteurs pour transporter les produits aux centres de commercialisation. Les petits exploitants qui n'en ont pas les moyens préfèrent souvent abandonner leurs propres parcelles et se déplacer en ville ou se faire embaucher comme ouvriers salariés dans les exploitations plus grandes qui, dans de nombreux cas, appartiennent à des citadins. La viabilité de l'agriculture paysanne passe par l'amélioration des infrastructures physiques ;
- **Les consommateurs urbains sont peu accessibles pour les petits producteurs** : Aba est un centre d'échanges important pour les produits agricoles de la région environnante et pour le commerce inter-Etats. Cependant, le marché urbain étant sous le contrôle d'un certain nombre d'intermédiaires et de commerçants, les petits producteurs ont du mal à accéder aux consommateurs urbains et à se renseigner sur la demande et les prix. La négociation organisée par les associations paysannes pourraient donner plus d'atouts aux paysans sur le marché.

### Modalités de diversification des revenus

Compte tenu des contraintes pesant sur la production paysanne et des opportunités que suppose la proximité d'un grand centre urbain, la diversification des revenus est de plus en plus courante parmi les populations rurales.

- **Les déplacements quotidiens** des sites peri-urbains vers Aba et Port Harcourt sont encouragés par le système de transport efficace et bon

marché. Les femmes des groupes économiquement faibles se font embaucher comme femmes de ménage ou jardinières, les hommes vont travailler dans le bâtiment et l'industrie pétrolière ;

- **La situation** de l'un des villages peri-urbains à côté d'un grand axe routier a attiré des PME, notamment les papeteries qui profitent également de la proximité du village à la rivière. Cela a pu créer des opportunités d'emploi salarié sur place, mais a également eu une conséquence négative : la pollution de l'eau par les effluents industriels nuit aux activités de pêche ;
- **La prolifération des maisons que font construire les migrants en vue de leur retraite** a suscité l'émergence, dans certains sites ruraux, d'activités «nouvelles» dans le secteur du bâtiment qui ont remplacé l'agriculture comme occupation principale et réduit la disponibilité de terres cultivables ;
- **Certaines activités non agricoles, telles que le tissage par les femmes, perdent de l'importance** en milieu rural du fait de l'impact négatif de la concurrence des produits importés, du manque d'investissement dans l'innovation technologique, de l'absence de liaisons locales en amont (production de filés) et du manque d'infrastructure (électricité,...) qui caractérisent la plupart des sites ruraux ;
- **La diversification des revenus est une stratégie courante** dans la plupart des sites ruraux, le commerce et la prestation de services étant pourtant dominés, le plus souvent, par des immigrants ayant un accès limité à la terre.

### Tendances de la migration

La mobilité représente depuis longtemps un élément important des stratégies de survie dans la région. La densité démographique et la saturation foncière qu'elle entraîne incitent au déplacement. Par ailleurs, on considère généralement que les centres urbains sont dotés d'une meilleure infrastructure collective et sociale et qu'ils sont source d'opportunités économiques. Les opinions en matière d'exode sont conditionnées par des facteurs à la fois économiques et socio-culturels.

- **La réussite économique et sociale** : l'exode rural est considéré indispensable à la réussite économique et sociale. Les jeunes hommes qui ne partent pas sont considérés comme «paresseux» ;
- **On accepte de plus en plus de voir les jeunes femmes rurales** partir à la recherche d'un emploi dans les centres urbains, même si elles sont, dans la plupart des cas, étroitement surveillées par des parents une fois arrivées à leur destination ;
- **Les destinations des migrants quittant les zones rurales** comprennent aussi bien des centres locaux (Aba, Port Harcourt) que Lagos et Cotonou, au Bénin voisin. Les migrants ayant des

occupations humbles ou des activités socialement stigmatisées, telles que la prostitution, préfèrent souvent les destinations lointaines pour qu'il y ait moins de possibilités que leur situation soit connue dans leur village d'origine ;

- **Les conflits inter-ethnies latents** au Nigéria influencent l'orientation des mouvements - à titre d'exemple, les récents accrochages entre populations haoussa et igbo dans le nord du Nigéria ont suscité des vagues de migration d'Igbos regagnant le sud-est ;
- **La migration de retour** des centres urbains vers les zones rurales est importante. La plupart des migrants ont tendance à regagner leur village d'origine au moment de la retraite, laissant souvent en ville leurs enfants adultes qui enverront des fonds pour subvenir à leurs besoins. Cependant, l'âge moyen des migrants qui reviennent est en voie de baisser, notamment dans les sites ruraux et peri-urbains où il existe des possibilités d'emploi non agricole. La migration en retour s'explique également par la compétition croissante dans le marché du travail en zone urbaine ;
- **Les mouvements entre sites ruraux** se rapportent essentiellement aux activités agricoles et comportent donc des déplacements à la fois saisonniers et de longue durée. Etant donné que les migrants n'ont qu'un accès limité à la propriété foncière, les liens de parenté ont une fonction régulatrice importante des mouvements d'une zone rurale à une autre.

### Envois de fonds et échanges

Les migrants en zone urbaine entretiennent des liens étroits avec leur famille élargie en zone rurale, par des visites fréquentes, notamment au moment des vacances, des fêtes chrétiennes et des cérémonies villageoises, et par l'envoi d'une aide monétaire. Il existe une certaine réciprocité entre parents, les dons en provenance des zones rurales comportant des produits alimentaires locaux tels que le *garri*, les condiments et les légumes verts à feuilles, mais les flux en provenance des zones urbaines sont nettement plus importants. Les fonds envoyés représentent une composante importante des revenus des ménages ruraux.

- **Les envois de fonds sont souvent indispensables à la couverture des frais scolaires.** Les familles en zone rurale reçoivent aussi des biens tels que des vêtements, des produits manufacturés et des aliments non transformés ou semi-transformés tels que le riz, les haricots ou les oignons supposés être d'une meilleure qualité ;
- **Le fait que l'exode de jeunes femmes célibataires soit jugé de plus en plus admissible** s'explique souvent par la contribution qu'elles apportent aux revenus des ménages ruraux ;

- **Il serait socialement inacceptable que les migrants n'envoient pas de fonds** ou de dons. Ce faisant, ils gardent également un pied dans le village et s'assurent d'un accueil favorable au moment de leur retour ;
- **Les quantités des fonds et des dons envoyés diminuent** depuis dix ans, du fait de la montée en flèche du coût de la vie dans les centres urbains ;
- **Les groupes plus aisés font des investissements dans la zone**, tandis que les ménages économiquement faibles mettent les fonds sur le compte de la consommation. Les investissements concernent typiquement les équipements de transformation à petite échelle et les cultures de rente, nécessitant dans les deux cas l'emploi de main-d'œuvre locale. L'aide accordée par les migrants aux investissements productifs dans leur zone d'origine est un phénomène important, mais les initiatives des pouvoirs publics dans ce domaine se font attendre.
- **Le logement représente un secteur d'investissement important**, en partie à cause de l'attachement traditionnellement voué par les migrants à leur zone d'origine, mais aussi parce qu'ils y voient un filet de sécurité contre les troubles civils et les conflits inter-ethnies.

### Réseaux sociaux et associations : le rôle de la société civile

On établit, partout au Nigéria, une distinction importante entre les «autochtones», dont les ancêtres ont fondé le village, et les «étrangers», c'est-à-dire les migrants et leurs descendants, y compris ceux nés au village. En aggravant les différences ethniques, la guerre civile nigérienne a également renforcé les réseaux de soutien igbo. Les réseaux sociaux et les associations, sur lesquels comptent les autochtones pour entretenir les liens avec leur village d'origine, jouent souvent un rôle important d'aide aux migrants et de canalisation de ressources pour le développement local :

- **Les apprentissages représentent couramment la première forme d'emploi** des nouveaux migrants. En règle générale, les jeunes migrants se mettent en apprentissage chez un parent ou une connaissance du village d'origine, dans le cadre d'un arrangement formel ou informel. Le «maître» ou tuteur est chargé non seulement de former l'apprenti, mais aussi de veiller sur son bien-être et son comportement. Il peut également lui faciliter l'accès aux associations commerciales urbaines et l'aider à créer son propre entreprise ;
- **Les unions de développement urbain, les clubs pour les migrants d'un même village et les classes d'âge** ont une fonction double. Parmi les migrants, ils assurent un «filet de sécurité» sur le plan financier et affectif, facilitent l'accès aux ressources locales telles que le logement et l'emploi, veillent à la préservation d'un sens d'identité culturelle grâce aux fêtes et autres activités traditionnelles. De plus, ils s'organisent pour canaliser des ressources vers les villages d'origine,

en collectant des fonds et en organisant la construction d'équipements collectifs (écoles, mairies, points d'eau, etc.). Dans plusieurs cas, la contribution des associations de migrants au développement infrastructurel des zones rurales devance celle de l'investissement public. Leur rôle important d'acteurs de la société civile mérite d'être mieux soutenu par les pouvoirs publics.

### **Points clé**

L'agriculture continue de représenter une activité d'une grande importance pour la plupart des populations rurales, sans oublier que les risques sont plus élevés pour les petits producteurs. L'accès aux marchés conditionne la viabilité des exploitations paysannes. L'accès physique doit être assuré - par la construction de routes et l'amélioration du réseau du transport - mais l'accès social est tout aussi important. Il convient d'améliorer la représentation des intérêts des paysans et leur capacité de négociation grâce au renforcement des organisations de producteurs.

La diminution progressive de la contribution relative de l'agriculture aux revenus des ménages ruraux augmente l'intérêt des opportunités d'emploi non agricole sur place. Il convient de soutenir les entreprises rurales, tout en assurant le suivi et la réglementation de leur impact sur les ressources naturelles.

L'exode est important et touche désormais des groupes autrefois exclus tels que les jeunes femmes célibataires. Bien que la migration soit considérée comme socialement désirable, l'argent envoyé représentant une part importante des revenus des ménages ruraux, la plupart des migrants souhaitent regagner leur zone d'origine à un moment ou un autre. Favoriser les investissements faits par les migrants dans leur zone d'origine permettra d'augmenter les possibilités d'emploi agricole et non agricole sur place à la fois pour les migrants et les non migrants.

Les associations de migrants jouent des rôles importants de soutien auprès des migrants et de canalisation de ressources vers les villages d'origine. La promotion de la synergie entre ces acteurs de la société civile et le secteur public est indispensable à l'amélioration du développement infrastructurel en milieu rural.